



*Signataires : Romain de Sainte Marie, Sylvain Thévoz, Léna Strasser, Nicole Valiquer Grecuccio, Grégoire Carasso, Sophie Demaurex, Jean-Pierre Tombola, Clarisse Di Rosa, Julien Nicolet-dit-Félix, Céline Bartolomucci, Pierre Eckert, Louise Trottet, Emilie Fernandez, Yves de Matteis, Angèle-Marie Habiyakare, Sophie Bobillier*

*Date de dépôt : 5 mai 2026*

## **Proposition de motion**

### **pour renforcer les mesures d'insertion professionnelle des personnes à l'aide sociale**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
considérant :

- que l'Etat de Genève met en œuvre différents dispositifs visant à favoriser la réinsertion professionnelle des personnes sans emploi et qu'il constitue, avec plusieurs dizaines de milliers de collaboratrices et collaborateurs, en comprenant le grand Etat, l'un des principaux employeurs du canton ;
- que certains processus de recrutement au sein de l'administration cantonale prévoient la transmission prioritaire de candidatures issues de l'office cantonal de l'emploi (OCE), afin de favoriser le retour rapide à l'emploi des personnes inscrites au chômage ;
- que des mécanismes tels que le label « 1+ pour tous » et des partenariats entre les milieux patronaux et l'Etat visent également à favoriser l'analyse de dossiers de candidature et l'engagement de personnes inscrites au chômage ;
- qu'en janvier 2026 le taux de chômage dans le canton de Genève atteignait 5,2%, soit plus de 13 000 personnes inscrites auprès de l'OCE, un niveau nettement supérieur à la moyenne suisse d'environ 3,2% (source : statistiques du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie – SECO) ;

- que Genève figure ainsi parmi les cantons présentant les taux de chômage les plus élevés de Suisse, ce qui souligne l'importance de renforcer les politiques publiques favorisant l'accès à l'emploi ;
- que, parallèlement, le canton de Genève connaît un taux de recours à l'aide sociale particulièrement élevé, atteignant environ 6,3% de la population, soit plus du double de la moyenne suisse (2,8%) selon les données de l'Office fédéral de la statistique ;
- que plusieurs dizaines de milliers de personnes sont ainsi accompagnées dans le canton dans le cadre de l'aide sociale, principalement par l'Hospice général ;
- que les bénéficiaires de l'aide sociale connaissent souvent des situations de précarité plus durables et un éloignement plus marqué du marché du travail ;
- que l'accès à un emploi constitue l'un des moyens les plus efficaces de sortir durablement de la précarité et de réduire la dépendance à l'aide sociale ;
- que certaines personnes suivies par l'Hospice général disposent des compétences et de la disponibilité nécessaires pour occuper un emploi, mais ne bénéficient pas toujours d'un accès direct aux mécanismes de mise en relation existants pour les postes au sein de l'administration ;
- que le plan directeur cantonal de l'employabilité participe également à renforcer la réinsertion professionnelle ;
- qu'une meilleure coordination entre l'office cantonal de l'emploi et l'Hospice général pourrait renforcer l'efficacité des politiques publiques d'insertion,

invite le Conseil d'Etat

- à étendre aux bénéficiaires de l'aide sociale et de l'assurance-invalidité les mécanismes de transmission prioritaire de candidatures pour les postes de l'administration cantonale, notamment la possibilité de proposer en amont du recrutement un nombre limité de candidatures correspondant au profil du poste, selon des modalités analogues à celles appliquées par l'office cantonal de l'emploi ;
- à étudier la mise en place d'un projet pilote au sein de l'administration cantonale visant à encourager l'engagement de bénéficiaires de l'aide sociale, notamment par la mise en place d'entretiens garantis ou d'essais

permettant d'évaluer les compétences des candidats au-delà de leur seul dossier de candidature ;

- à étendre le label « 1+ pour tous » afin qu'il valorise également les entreprises qui engagent des bénéficiaires de l'aide sociale suivis par l'Hospice général, en complément des demandeurs d'emploi inscrits à l'office cantonal de l'emploi ;
- à étendre la charte de partenariat conclue en 2019 entre la Fédération des entreprises romandes, l'Union des associations patronales genevoises et l'Etat de Genève, visant à favoriser le recrutement, à compétences égales, de demandeurs d'emploi inscrits à l'OCE, afin d'y inclure les bénéficiaires de l'aide sociale et à examiner les mesures permettant d'encourager les entreprises à recruter des personnes inscrites au chômage ou bénéficiaires de l'aide sociale même lorsque celles-ci ne disposent pas encore de toutes les compétences requises, notamment par la mise en place de plans de formation, d'adaptation au poste ou d'accompagnement financés par l'Etat ;
- à renforcer l'accompagnement des personnes arrivant en fin de droits à l'assurance-chômage et à développer une coordination anticipée entre l'office cantonal de l'emploi et l'Hospice général afin de prévenir l'entrée à l'aide sociale et de faciliter la continuité du parcours d'insertion ;
- à examiner les possibilités de rapprochement et de coordination renforcée entre la direction employeurs de l'office cantonal de l'emploi et le service contacts entreprises de l'Hospice général, afin de développer une approche intégrée des relations avec les entreprises en vue d'améliorer leur mise en relation avec les personnes en recherche d'emploi ;
- à renforcer le soutien aux entreprises afin de faciliter l'engagement de personnes inscrites à l'OCE ou bénéficiaires de l'aide sociale ;
- à présenter au Grand Conseil un bilan de cette expérience, notamment sous l'angle de l'efficacité des politiques d'insertion, de l'accès à l'emploi et de l'évolution des situations d'aide sociale.

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

A Genève, les politiques publiques en matière d'emploi et de cohésion sociale reposent notamment sur le fait que l'accès à un emploi constitue le moyen le plus efficace de prévenir et de combattre durablement la précarité.

La situation sociale et économique du canton demeure toutefois marquée par des niveaux de précarité élevés. En janvier 2026, le taux de chômage dans le canton de Genève atteignait 5,2%, soit plus de 13 000 personnes inscrites auprès de l'office cantonal de l'emploi, un niveau sensiblement supérieur à la moyenne suisse, qui se situe autour de 3,2%, selon les statistiques du Secrétariat d'Etat à l'économie.

Parallèlement, Genève connaît également un taux de recours à l'aide sociale particulièrement élevé. Selon les données de l'Office fédéral de la statistique, environ 6,3% de la population du canton bénéficie de l'aide sociale, contre 2,8% en moyenne en Suisse. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont ainsi accompagnées dans le canton dans le cadre de l'aide sociale par l'Hospice général.

Ces chiffres illustrent l'ampleur des défis auxquels le canton est confronté. Ils rappellent également que les parcours entre chômage et aide sociale sont souvent étroitement liés. Une partie des bénéficiaires de l'aide sociale sont d'anciens chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance-chômage, tandis que d'autres connaissent un éloignement plus durable du marché du travail.

Dans ce contexte, il apparaît essentiel de renforcer les passerelles vers l'emploi, notamment pour les personnes bénéficiant de l'aide sociale mais disposant des compétences et de la disponibilité nécessaires pour reprendre une activité professionnelle.

Le canton a déjà développé plusieurs instruments visant à faciliter le retour à l'emploi des personnes inscrites auprès de l'office cantonal de l'emploi. Parmi ceux-ci figurent notamment des dispositifs de mise en relation avec les employeurs, ainsi que des partenariats avec les milieux économiques.

Dans ce cadre, le label « 1+ pour tous » valorise les entreprises qui s'engagent à favoriser l'accès à l'emploi des demandeuses et demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'OCE. De même, une charte de partenariat conclue en 2019 entre la Fédération des entreprises romandes, l'Union des associations patronales genevoises et l'Etat de Genève vise à encourager le recrutement, à compétences égales, de personnes inscrites au chômage.

Ces initiatives témoignent d'une volonté partagée entre les autorités publiques et les partenaires économiques de favoriser l'intégration professionnelle. Toutefois, ces instruments concernent principalement les personnes inscrites au chômage et n'intègrent que marginalement les bénéficiaires de l'aide sociale, alors même que certaines d'entre elles disposent des compétences et de la disponibilité nécessaires pour reprendre un emploi.

La présente motion propose dès lors d'examiner les possibilités de mieux articuler les dispositifs d'insertion liés au chômage et ceux liés à l'aide sociale, afin de mobiliser plus efficacement les compétences disponibles dans la population et de renforcer les opportunités de retour à l'emploi.

Elle vise notamment à étudier la possibilité d'étendre aux bénéficiaires de l'aide sociale certains mécanismes existants de mise en relation avec les employeurs. Parmi ceux-ci figure la possibilité, pour les services compétents, de proposer en amont du recrutement un nombre limité de candidatures correspondant au profil recherché, selon des modalités analogues à celles actuellement mises en œuvre par l'office cantonal de l'emploi pour les demandeurs d'emploi inscrits.

La motion propose également d'examiner l'extension de certains instruments de partenariat avec les milieux économiques, notamment le label « 1+ pour tous » et la charte conclue avec les organisations patronales, afin qu'ils valorisent également l'engagement d'entreprises recrutant des bénéficiaires de l'aide sociale.

Enfin, elle invite le Conseil d'Etat à examiner les possibilités de renforcer la coordination entre la direction employeurs de l'office cantonal de l'emploi et le service contacts entreprises de l'Hospice général, afin de développer une approche plus intégrée des relations avec les entreprises et d'améliorer la mise en relation entre celles-ci et les personnes en recherche d'emploi.

Une telle démarche permettrait de mieux mobiliser l'ensemble des dispositifs d'insertion existants, tout en renforçant la cohérence des politiques publiques en matière d'emploi et de lutte contre la précarité.

En favorisant une collaboration accrue entre les institutions publiques et les partenaires économiques, ces mesures contribueraient à ouvrir davantage de perspectives d'emploi aux personnes actuellement dépendantes de l'aide sociale, tout en valorisant leurs compétences et leur potentiel.

Dans un canton confronté à des défis importants en matière de précarité et d'insertion professionnelle, il apparaît ainsi pertinent d'examiner les moyens de renforcer les passerelles vers l'emploi, dans l'intérêt à la fois des personnes concernées, des entreprises et de la collectivité.

Au vu de ces explications, nous vous prions de réserver, Mesdames et Messieurs les député-e-s, un bon accueil à cette proposition de motion.